

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois 30 * 80 *
 Six Mois 55 * 110 *
 Un An 100 * 200 *
 Départements... 15 * 30 * 60 *
 Union Postale... 21 50 43 88 *
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

A PROPOS DE L'AFFAIRE BIANCHINI

L'EXPERTISE MÉDICO-LÉGALE

L'affaire Bianchini appelle une fois de plus l'attention sur la question de l'expertise médico-légale. On était la vérité parmi les affirmations contradictoires produites par les hommes de science devant l'infortuné jury? Le saura-t-on jamais? Ce qu'il y a de certain, c'est qu'un tel débat n'a pu qu'accroître les perplexités des juges; c'est que la science n'a pas apporté, à la solution de ce problème judiciaire, la contribution qu'on est en droit d'attendre d'elle à ce jour. Pourquoi?

Parce que l'expertise médico-légale est mal organisée. Voilà un point sur lequel la Cour de cassation, la Faculté, les juges, les médecins, Adolphe Guilloit, Pinard et Brouardel s'unissent en un merveilleux accord.

Donc, si on la réformait? L'occasion peut paraître propice, puisque la question est justement inscrite en tête de l'ordre du jour de la Chambre des députés.

Mais en quel sens la réformer? Que reprochons-nous à l'expertise actuelle? Qu'était-elle autrefois, et qu'est-elle aujourd'hui? Que devrait-elle être?

Le « maître-expert » faisait, au bon vieux temps, assez piètre figure : la chambre de torture était alors le vrai laboratoire où s'éclaircissait le mystère des empoisonnements.

On eût ri si quelque accusé avait émis la prétention folle de choisir un homme de l'art, de contrôler par lui l'œuvre obscure du juge. Le juge lui-même désignait les experts, en désignant d'étranges, le roi Henri IV s'en plaignait dans ses lettres patentes du 15 mars 1601 et déjà appelait de ses vœux la réforme de l'expertise.

Mais à quoi donc auraient servi ces diableries scientifiques? Plus heureux que leurs successeurs, les magistrats, il y a trois siècles, savaient tout, pouvaient tout, et n'étaient point discutés par les journalistes. Ils se reposaient dans la dignité d'une ignorance encyclopédique.

Avant l'acquisition de la Couronne pour eux et leurs enfants, le droit de vendre cher la justice, ils goûtaient les fruits de ce privilège, compensant leur vénalité par de bonnes façons, quelque connaissance du droit et le goût ancestral des classiques latins.

Surtout ils se léguèrent de génération en génération l'horreur des nouveautés; ils se passaient de main en main, comme le flambeau des coureurs antiques, l'éteignoir de toute réforme. Aussi le maître-expert, médecin, comptable ou chimiste, ne pouvait alors jouer aucun rôle.

L'expertise n'existait pas.

Le Code actuel, ce Code de 1808, dont j'ai parfois osé médire, l'a-t-il organisée?

Qui pourrait admettre que ce Code du dix-neuvième siècle, minuscule et pointilleux sur tant de points secondaires, n'ait rien prévu, rien institué sur ce sujet de l'expertise, si grave et si poignant dans notre histoire judiciaire?

C'est à n'y pas croire, et pourtant cela est. A peine est-il question, dans deux articles de ce Code, du pouvoir qu'a le procureur de se faire accompagner, pour certaines constatations, d'un officier de l'expertise, si grave et si poignant dans notre histoire judiciaire?

Un point; c'est tout! Tel est l'unique texte où le juge d'instruction a tiré, en ce qui touche l'expertise, l'exorbitant pouvoir qu'il exerce depuis cent ans. Or, on le voit, il n'est même pas dit dans le Code d'instruction criminelle que le juge d'instruction ait le droit d'ordonner une expertise!

Mais, du moins, ce singulier état de choses, établi à côté de la loi, n'a-t-il donné lieu qu'à de rares plaintes? Consultez, pour être fixé, la *Gazette des Tribunaux*, l'œuvre du regrettable Albert Bataille, ou bien ce panorama de l'Erreur judiciaire à travers les âges qui fut brossé par Lailier et Vonover.

Surtout au début du siècle, l'expertise se livre à des fantaisies folles; avec sa manie d'affirmer, de trancher, sa fausse tendance à soutenir toujours l'accusation qui a invoqué son ministère, elle envoie aux galères, pour suppression d'enfant, de pauvres filles qui accouchent en prison quelques jours après le verdict; de prétendus empoisonnements comme Julie Jacquemin dont l'innocence éclata bientôt à tous les yeux.

C'est surtout dans ces affaires d'empoisonnement que l'organisation mauvaise de l'expertise peut conduire et conduit souvent à des erreurs désastreuses.

Quelques magistrats l'ont bien compris; car nous voyons en 1878 M. Adolphe Guilloit, dans le procès du pharmacien Danval, accusé d'empoisonnement, dévancer la réforme que nous proposons aujourd'hui. Il demande à l'inculpé de désigner un contre-expert, il le procure un débat contradictoire, et, pour trancher tout désaccord, il a recours à un super-arbitre.

Certes, si de telles pratiques s'étaient généralisées, il serait inutile aujourd'hui de recourir au passeux effort des Chambres, et on n'aurait pas à déplorer tant d'erreurs provenant d'expertises insuffisantes!

Mais c'est là un exemple à peu près

unique. Il n'a été suivi, ni dans l'affaire du docteur Laporte, ni dans celle de la femme Druaux. Aussi, peut-on dire que l'expertise, dans sa forme actuelle, est justement condamnée.

Nous reconnaitrons, cependant, que l'admirable développement des sciences a conduit au premier rang de l'expertise, dans les grandes villes du moins, quelques hommes distingués qui ont enfin substitué le goût de la circonstance à la manie des affirmations hautes et superficielles. Ces chefs d'école ont fini, peu à peu, par démontrer aux magistrats trop imbus de l'esprit ancien que l'expertise à charge, l'expertise accusatrice des faux prophètes de la science médico-légale constitue un véritable crime; ils ont eu le difficile courage de la réserve, du doute; ils ont parfois répondu à la demande de conclusions précises par un loyal *non possumus*.

Essayons de compléter et d'exprimer par une bonne loi l'œuvre de cette école intelligente. Voici l'esquisse de la réforme telle que nous osons la souhaiter.

La réforme tient tout entière dans cette idée : il faut que l'expertise soit contradictoire.

Aujourd'hui, il n'y a point d'autre expert que l'expert commis par le juge.

L'inculpé n'a aucun droit de surveillance sur l'expertise; elle s'ordonne, se poursuit et s'achève en dehors de lui.

Il ne connaît le résultat des opérations scientifiques qu'après la clôture de l'information.

Il ne peut discuter l'expertise qu'à l'audience, devant la juridiction de jugement. Comprend-on bien tout ce qu'un tel système a d'injuste et de monstrueux?

S'agit-il d'empoisonnement? L'accusé est absent et non représenté au cours des recherches qui ont lieu dans le laboratoire d'anatomie pathologique; c'est sans aucun contrôle de sa part que s'accomplit l'acte capital de l'expertise, l'examen microscopique des viscères.

Quand donc cet accusé pourra-t-il discuter l'expertise officielle?

S'il est pauvre, jamais!

S'il est riche, il fera entendre à l'audience, comme témoins, des médecins qui auront étudié son affaire sur des résumés, au vu des dossiers, loin des documents, loin de l'autopsie, loin du laboratoire, — experts mal informés, apprenant du premier coup comme suspects, comme inférieurs aux experts de l'accusation, et réduits soit à s'exprimer avec une timidité qui les diminue, soit à se jeter dans une discussion oratoire creuse et souvent violente, qui ne peut que compromettre la dignité du savant.

A cette discussion inutile et dangereuse, le juré assiste pseudo-scientifique, ne comprenant pas ces théories entre lesquelles son verdict aura cependant le devoir de choisir. Il va sans dire qu'il renonce à suivre, et se livra finalement à l'impression produite par quelque futile incident d'audience.

Quelle modification proposons-nous?

Des l'ouverture de l'information, le juge d'instruction désignera un expert, et, immédiatement après, l'inculpé en désignera un de son côté.

Ces deux experts auront les mêmes droits, les mêmes prérogatives. Ils procéderont ensemble à toutes les recherches, et leurs conclusions seront prises dans un rapport commun, après avoir été discutées contradictoirement.

C'est donc en temps utile, devant les pièces à conviction, dans le calme du laboratoire, que se produira, entre l'expert du juge et l'expert du prévenu un sérieux débat scientifique, bien différent du duel oratoire actuel.

Mais, si les deux experts arrivent à des conclusions opposées?

En ce cas, il faudra tout de suite, pendant l'information, que le point de science mis en litige soit définitivement tranché par un haut arbitre.

Précisons bien ce point.

L'expert du juge et l'expert du prévenu sont donc en désaccord. Il faut bien que la loi nouvelle prévienne cette difficulté.

On peut la résoudre de deux manières : Soit par la décision d'un tiers arbitre; Soit par la sentence d'un Tribunal de super-arbitres.

Les deux solutions ont leurs avantages et leurs inconvénients.

Le docteur Brouardel est partisan d'un Tribunal de super-arbitres appréciant en dernier ressort les conclusions des experts. C'est la solution adoptée en Allemagne.

Mais elle compte chez nous de nombreux adversaires.

Vous obligez ainsi, dit-on, l'expert de l'accusé à se soumettre à l'expert du juge, car s'il ose entrer en conflit avec ce dernier, c'est un mandarinat de hauts fonctionnaires nommés par le gouvernement qui se chargera de le mettre à la raison.

L'objection, certes, est bien forcée, car le Tribunal de super-arbitres se composerait des premiers savants du pays, désignés à ce rôle par leur propre valeur, et parfaitement indépendants.

Ce qui peut, toutefois, détourner du super-arbitrage, c'est, dans notre pays fœnéocratiquement conservateur, la création d'un rouage aussi nouveau.

Nous nous sommes donc ralliés au système le plus simple. Si les experts sont d'avis opposés, ils désigneront, suivant certaines règles, un tiers expert chargé de les départager. Ce tiers expert fixera le point scientifique.

Mais où prendra-t-on ces experts?

Aujourd'hui, les Cours d'appel arrêtent

chaque année la liste des docteurs en médecine à qui elles confèrent le titre d'expert.

Faut-il désormais laisser le juge et l'accusé libres de désigner, en dehors de toute liste, les hommes de leur choix? Nous n'oserions pas aller jusque-là. En l'état actuel des études de médecine légale, en l'absence d'un Institut médico-légal et de tout diplôme spécial, cela nous paraîtrait dangereux.

Nous voudrions que les experts fussent choisis sur une liste ayant le caractère le plus ouvert, le plus indépendant, et le plus sûr au point de vue scientifique. Les Facultés de médecine, de pharmacie et des sciences concourraient à la formation de cette liste dont les sommités scientifiques du pays feraient partie de droit.

Tel est, dans ses lignes principales, le dessin de la réforme que nous souhaitons.

A l'étranger, hélas! tous ces progrès sont depuis longtemps accomplis.

Sans doute on critiquera ce projet...

Et nous sommes certes bien loin de prétendre qu'il n'y ait pas de objections à quelques-unes de ces propositions! Mais ne pensez-vous pas que nous avons assez longtemps poussé jusqu'à l'inaction intégrale cet art subtil des objections dans lequel nos esprits logiciens excellent?

Il faut bien se persuader que toute réforme est médiocre et discutable; mais si on aperçoit clairement un ou deux principes évidemment bons, ne faut-il pas les saisir, et y accrocher de son mieux tout l'organisme accessoire?

L'expertise contradictoire, l'arbitrage en cas de désaccord sont des principes reconnus excellents. Les inconvénients du statu quo apparaissent à tous les yeux; l'affaire Bianchini vient de les mettre en plein relief. Agissons donc, le moment est propice.

D'ailleurs on touche au port, puisque la question de l'expertise est, je l'ai dit, inscrite en tête de l'ordre du jour de la Chambre... Mais ici je m'arrête, un peu honteux, devant un sourire sur la bouche des vieux routiers du Parlement! Il oublie, diront ces sceptiques, que, depuis vingt ans, vingt lois essentielles ont connu l'utile promesse d'une bonne, d'une excellente inscription au décret d'ordre du jour. Il y a donc, à ce propos, conclurent-ils en hochant la tête, de la coupe aux lèvres, de l'ordre du jour à la discussion.

Soit, nous verrons!

Mais j'ai l'illusion tenace. Il y a dans cette Chambre plus de volontés réformatrices qu'on ne pense, et j'oserais parier que le début du vingtième siècle verra enfin se réaliser, en ce qui touche l'expertise, les vœux un peu anciens du bon roi Henri.

Jean Cruppi.

Échos

La Température

Le baromètre est en baisse sur toute l'Europe et la dépression signalée hier à l'ouest de l'Irlande couvre l'Angleterre et la Manche. En France, les pluies ont été générales et les mauvais temps restent probables avec température normale.

Hier, à Paris, de fréquentes ondées ont contrarié la fête de la mi-carême. Le thermomètre, à 9 h du matin, n'a pas dépassé 7° dans l'après-midi. Le baromètre, en forte baisse, se tenait dans la soirée à 744 mm.

Monte-Carlo. — Thermomètre : 9° le matin à huit heures ; 11° à midi. Pluie.

Les Courses

A 2 heures, Courses à Enghien. — Gagnants de Robert Milton :

Prix de l'Aube : Tancred.
 Prix de la Brie : Louli.
 Prix de l'Oise : Rameur.
 Prix de la Champagne : Alvarez.
 Prix des Ardennes : Bassam.

LES CHOSSES DE L'ARMÉE

Il est tellement rare d'entendre des paroles raisonnables et sensées dans la boîte à discours du Palais-Bourbon que lorsque par hasard il en survient une, on éprouve le désir de l'enchâsser. Ainsi vœux-je faire pour le discours prononcé mercredi par M. de Freycinet, et en particulier, pour le passage de ce discours dans lequel l'orateur a révélé cette nouveauté inaperçue du vulgaire : Avez le service militaire obligatoire, la nation qui a le plus grand nombre d'habitants est aussi celle qui aura forcément le plus grand nombre de soldats.

On comprend qu'il s'agit de l'Allemagne. L'Allemagne est plus féconde que la France. Chaque jour il naît en Allemagne mille enfants mâles de plus qu'en France. Un bataillon! Et nul, pas même la République, ne peut faire que ces mille enfants ne se retrouvent pas en excédent, le jour du tirage au sort.

Ergo, il est stupide de penser que les effectifs français pourront jamais, dans l'état de choses actuel, être aussi nombreux que les effectifs allemands.

Cette notion a mis vingt-huit ans à sortir du groupe des gens qui réfléchissent pour arriver à la tribune française, qui depuis ces vingt-huit ans renitent de la nécessité d'avoir autant de soldats en France qu'il en existe en Allemagne.

Timidement, selon sa nature, M. de Freycinet a encore déclaré qu'à partir d'un certain chiffre le nombre ne constituait plus une supériorité. Nous sommes quelques-uns qui soutenons cette thèse en France, depuis la guerre, et qui résistons sans succès à l'accès moutonnier en vertu duquel le seul moyen de venir à bout des Allemands, les cas échéant, est de les imiter. Nous avons nourri

l'idée singulière que les Allemands, les Français ne se ressemblant pas socialement, il est imbécile de vouloir les calquer militairement l'un sur l'autre.

En conséquence, nous n'avons cessé de protester contre la fantasmagorie du nombre, et de réclamer, au milieu de l'inattention et des quolibets, une armée restreinte composée de soldats de métier et appuyée sur des réserves, des milices et appuyées sur ce qu'on le voudra. Je lices aussi colossales qu'on le voudra. Je commence à croire que dans quelque vingt ans d'ici, on finira peut-être par nous écouter. Plaise à Dieu de nous épargner les seules leçons qui profitent aux peuples, les catastrophes!

Nous devons d'ailleurs désirer plus que jamais n'avoir pas à faire l'essai de notre outillage militaire, car notre pays contient quelques dangereux maniaques qui semblent s'être donné le mot pour démolir et abattre leurs contemporains. Ce sont ceux qui ne peuvent apprendre une mort sans crier à l'assassinat, ou un accident sans crier au complot.

Ce système a été immédiatement appliqué à la catastrophe de Toulon. Ces maniaques ne savent pas que les poudres nouvelles en contact avec les enveloppes métalliques subissent des réactions chimiques encore inconnues, et que pour les éviter, les Allemands font sur le terrain même et pour chaque tir les mélanges détonants, et ils ont affirmé gravement que la poudrière avait sauté parce qu'on y avait mis le feu.

En temps de paix, ces procédés abrutissent les lecteurs de journaux. Mais en temps de guerre, les lecteurs de journaux ont des fusils, et quand ils gobent des balivernes de cette force, eh bien, ils crient : « Nous sommes trahis ! » et ils se sauvent comme des lapins. Est-ce cela qu'on veut? — J. CORNELLY.

A Travers Paris

Le Président de la République vient de constituer sa maison civile par les nominations suivantes :

M. Combarieu, préfet de la Meuse, est nommé directeur du cabinet du Président de la République.

M. Roussel, auditeur de première classe au Conseil d'Etat, chef de cabinet du président du Sénat, est nommé sous-directeur du cabinet.

M. Poulet, attaché au cabinet du garde des sceaux, ministre de la justice, est nommé chef du secrétariat particulier du Président de la République.

Les fonctions nouvelles attribuées à M. Combarieu ont eu pour conséquence le mouvement suivant :

M. Buisson, préfet des Hautes-Alpes, est nommé préfet de la Meuse.

M. Berseville, secrétaire général du gouvernement général de l'Algérie, est nommé préfet des Hautes-Alpes.

M. Delanney, chef du service de l'Algérie au ministère de l'intérieur, est nommé secrétaire général du gouvernement général de l'Algérie.

La présentation du corps diplomatique au Président de la République, qui devait avoir lieu demain samedi à l'Élysée, se trouve ajournée en raison de la mort de Mgr Clari, nonce apostolique, qui devait, comme d'habitude, faire cette présentation au chef de l'Etat.

Le nouvel *Almanach national* que l'on prépare en ce moment mentionnera le nom de M. Loubet pour la trente-neuvième fois, mais avec un titre nouveau : celui de Président de la République.

Ce fut, en effet, en 1890 que ce nom parut pour la première fois à l'*Almanach*, et d'ailleurs avec une faute d'impression. Le père du futur Président de la République venait d'être nommé par l'Empereur maire de Marsanne, et l'*Almanach impérial* le mentionnait dans la liste des maires de la Drôme, sous le nom de « Loubat », erreur qui fut rectifiée les années suivantes.

Le nom de M. Emile Loubet figure pour la première fois à l'*Almanach* dans l'édition de 1871-72, avec le titre de maire de Montélimar, « nommé par le gouvernement », à côté de celui de son père qui demeure maire de Marsanne par la confiance et l'estime de ses concitoyens.

M. Loubet, avocat, est aussi mentionné, dans cette première édition républicaine de l'*Almanach*, parmi les membres du Conseil général du département.

Pour la première fois cette année, depuis l'avènement de la troisième République, le nom du maire de Montélimar sera changé.

La magnifique statue du cardinal Laviegrerie par Falguère, dont le plâtre fut tant admiré au Salon de l'année dernière, vient de sortir de la fonte.

Elle sera envoyée cette semaine à Carthage pour être érigée sur une place publique de la capitale diocésaine de notre grande colonie d'Afrique, qui possède déjà dans sa cathédrale le monument funéraire du cardinal Laviegrerie, œuvre du sculpteur Gustave Crauck, inauguré récemment.

Une répétition de cette statue, également en bronze, est destinée à la ville de Bayonne, où naquit le cardinal Laviegrerie.

Le Comité qui s'est formé à Paris, sous la présidence du cardinal Perraud, pour l'érection d'un monument sur la tombe de Bossuet, dans la cathédrale de Meaux, poursuit activement son œuvre.

Une première liste de souscription est publiée aujourd'hui même. Les cardinaux de Paris, de Lyon, de Reims, de Rouen, d'Autun y figurent pour 1,000 francs chacun. Toutes les grandes corporations religieuses : les Sulpiciens, les Jésuites, les Oratoriens, les Lazaristes, les Dominicains, s'y sont inscrites pour

500 francs chacune. On y remarque ensuite un certain nombre d'évêques, de curés de Paris, des membres de l'Académie française, notamment MM. Gaston Boissier, Mézières, le duc de Broglie, Hanotaux, le comte de Mun; des membres de l'Institut, de la magistrature, du barreau, de l'Université; des écrivains, des hommes du monde, etc.

Cette première liste s'élève à 17,000 francs.

Les petits centenaires. Une lettre inédite, et bien amusante, Jourdan, le vainqueur de Fleurus, le futur maréchal d'Empire, datée du printemps de 1790.

Elle est adressée au général Ernouf. Il s'agit d'un flirt entre deux batailles. Jourdan, furieux, reproche à son camarade d'avoir informé sa femme de ses relations à l'armée avec une étrangère :

Tu me permets-tu de te rappeler que tu as cherché à les partager; je garderai le silence sur les moyens que tu as employés (sic) pour cela. J'ajouterais seulement que cette personne n'a jamais reçu de moi de cadot (sic) aussi conséquent que la montre à répétition que tu lui as donnée (sic)...

Oh ! la jolie fleuriste des jardins de l'Histoire !

Après Pâques vont être célébrés un grand nombre de mariages. Les plus brillants comme les plus modestes sont précédés de quelques calculs d'installation. On cherche sagement à unir l'économie, les garanties de durée, la modicité relative du prix d'achat à l'élégance, à la commodité des choses. On va aux Etablissements Allez frères pour tout ce qui intéresse le ménage, la cuisine, le foyer, le coucher, l'éclairage. On est promptement et consciencieusement servi.

Hors Paris

De notre correspondant de Boulogne-sur-Mer :

« Grande déception parmi la population boulognaise accrue en foule sur le port pour assister à l'arrivée de la reine Victoria. Le gros temps de ce matin a empêché la souveraine d'effectuer son voyage. Cet après-midi, pourtant, la mer était splendide, et douce eût été la traversée.

« Un bataillon du 80^e était venu de Saint-Omer avec la musique. Celle-ci a donné une aubade pendant le déjeuner des officiers supérieurs à l'hôtel des Bains.

« La reine d'Angleterre arrivera en France samedi. »

Nouvelles à la Main

Entre mamans : — Comment! votre collégien a été privé de sortie, un jour de mi-carême! Pourquoi donc?

— Parce qu'il y avait trop de fautes de français dans son thème latin!

Sur le boulevard. — Il paraît qu'on va reprendre bientôt l'*Omelette fantastique*.

— Après l'incident Picquart, ce sera d'une certaine actualité.

— D'autant qu'elle a pour auteur... Duvert!

Le Masque de Fer.

MORT DE M^{re} CLARI

NONCE APOSTOLIQUE

S. Exc. Mgr Clari, nonce apostolique en France, archevêque-évêque de Viterbe, a succombé hier à une congestion cérébrale, à l'âge de soixante-trois ans.

Frappé mardi, à midi, au moment où il allait se mettre à table, l'éminent prélat est mort, après quarante-six heures d'agonie, sans avoir repris connaissance. Et cette fin tragique nous surprend et nous frappe d'autant plus que nous avions vu, il y a quelques jours à peine, Mgr Clari applaudir de si bon cœur son jeune et déjà célèbre compatriote, don Lorenzo Perosi.

Mgr Clari était originaire de la patrie de Pie IX, Sinigaglia, où il naquit le 9 septembre 1836, et fit ses premières études à l'école communale. Plus tard, il suivit les cours du collège Pie, dirigé à Sinigaglia par les Pères de la Compagnie de Jésus, et fut ordonné prêtre, le 18 juin 1860, par son évêque le cardinal Lucchini.

Au lendemain de son ordination sacerdotale, il se rendit à Rome pour y prendre ses grades de docteur en théologie et en utroque jure.

Nommé, en 1868, vicaire général, puis chanoine titulaire et archiprêtre de la cathédrale de Sinigaglia, par Mgr Aggabati, alors évêque de ce diocèse, il reçut, en 1880, le titre de camérier secret de Sa Sainteté et fut promu, le 25 septembre 1882, évêque d'Amelia.

Nullement enclin à exagérer le respect dû à des traditions vénérables, et très averti des ressources et des besoins du temps présent, il ne craignait pas d'introduire dans son grand séminaire un programme d'enseignement moderne; il se préoccupa, en même temps, de créer des bourses nouvelles pour les séminaristes pauvres. Il conserva l'administration du diocèse d'Amelia, lorsqu'il fut promu, au Consistoire de 1893, évêque de Viterbe et Toscanella. C'est dans l'église Saint-Ignace de Viterbe, au collège des Jésuites, que Léon XIII avait fait, le 21 juin 1821, sa première communion. Lors que le Pape glorieusement régnant en voulut célébrer, en 1896, le soixante-quinzième anniversaire, Mgr Clari écrivit à ce sujet une fort belle et bien touchante lettre pastorale qui émut profondément le cœur du Pontife.

Peut-être ce récent souvenir confirma-

l-Il Léon XIII dans son dessein d'envoyer à Paris, en qualité de nonce, l'évêque de Viterbe, lorsque s'ouvrit, quelques mois plus tard, la succession de Mgr Ferrata, appelé au Sénat de l'Eglise.

Pourtant, le choix du successeur du cardinal Ferrata provoqua dans les cercles du Vatican de très vives critiques, et même, de la part de plusieurs membres du Sacré-Colège, une réelle opposition.

Les objections, d'ailleurs, ne manquaient pas aux opposants.

— Paris, disaient-ils, est nonciature de première classe et, certes, l'un des postes les plus difficiles par suite de la tension constante des rapports entre les deux pouvoirs. Il faut donc que l'ambassadeur du Pape n'y soit pas seulement homme de bon vouloir, mais d'expérience, une longue habitude des affaires pouvant seule lui donner l'autorité nécessaire en certains cas, et cette résistance spéciale, faite de souplesse et de force, qui permet de s'aventurer sans danger, pour amortir un choc prévu contre l'enclume et le marteau. Or, Mgr Clari n'est pas de la carrière, et, de plus, il ne connaît à peine le français. N'y a-t-il pas là deux cas rédhibitoires bien caractérisés?

Or, Léon XIII laissait dire; mais il tenait à son idée. « Mgr Clari ne connaît pas le français? Eh bien! l'apprendra. » Et le Pape savait bien que le choix de l'évêque de Viterbe était excellent, bien que le prélat ne connût pas encore très bien notre langue et qu'il ne fût pas « de la carrière ». Et la confiance du Pape en l'évêque de Viterbe avait pour origine certain échange de vues qui s'était produit, vingt années auparavant, entre le cardinal-évêque de Pérouse et le vicaire général de Sinigaglia.

En ce temps-là, le cardinal Pecci se trouvait être, pour quelques semaines, l'hôte de Mgr Aggabati. Or, ce prélat comprenait, paraît-il, d'une

bien que sa barbe noire, qu'il portait très courte, était émaillée de nombreux poils gris. Je l'informai de la mission dont j'étais chargé. « C'est bien, répliqua-t-il; mais je ne parlerai qu'à vous seul, et seulement quand ce monsieur ne sera pas là. Je n'ai aucun désir de voir mes actes et mes paroles travesties » pour la seconde fois, M. Darius se railla et je restai seul avec le prisonnier. Le secret professionnel ne me permit pas de rapporter les déclarations que m'a faites Dreyfus; mais je puis dire que ses premiers mots ont été les suivants : « Enfin, je vais pouvoir m'expliquer ».

L'ex-capitaine refusa, cependant, de répondre par écrit aux questions de la Cour de cassation. « Je dirai tout, expliquera-t-il, dit-il, mais je n'écrirai rien, je ne signerai rien », M. Darius était assis, et Dreyfus était debout. Le prisonnier avait beaucoup à dire; il parla deux heures. Il expliqua que, depuis le moment de son arrestation jusqu'au jour de sa condamnation, donna les explications les plus complètes, cita des faits dont la véracité peut être contrôlée, et mentionna les noms de plusieurs officiers qui n'ont pas figuré dans l'affaire.

Quand Dreyfus eut terminé, M. Darius lui demanda s'il avait quelque requête à faire concernant la façon dont il était traité. « Je n'ai rien à demander, sauf justice », répondit-il. Le président lui demanda si la palissade qui entourait sa cabane le gênait. « Aucunement », dit le condamné. Au contraire, elle rend grand service, parce qu'elle m'empêche d'être ébloui par le scintillement du soleil sur la mer ».

L'entrevue prit fin sur ces mots. M. Darius a ajouté que, jusqu'au moment de sa visite à l'île du Diable, Dreyfus ne savait rien des innombrables incidents qui avaient été soulevés par la révision de son procès.

De très curieuses *Memoranda* inédits de Barbey d'Aurevilly que publie la *Revue hebdomadaire*, citons ce jugement d'une pénétrante vivacité sur Machiavel :

Ce qui me frappe le plus dans cet écrivain, c'est la noble austérité du langage et la hardiesse de la pensée. Il est vrai. Peu importe que ses points de vue soient passionnés, mais ils sont vrais, et les allures de son esprit ne se masquent point sous une lâcheté hypocrite. Il a dans le style (c'est, je crois, sa plus grande qualité) une rapidité d'oiseau de proie. Bossuet a cela aussi. Il relève sa soutane violette jusqu'au genou et marche militairement dans ses récits (V. son *Histoire universelle*, etc.). Mais la force de la force de Machiavel, il est de son pays et de son siècle, à une grande profondeur. Au milieu de ce récit à tire-d'aile d'angle, on rencontre, çà et là, comme plumes semées aux buissons arides, dans la course, en droite ligne, des réflexions affreusement physiques, où l'italien du temps des Borgia se montre tout entier avec une énergie atroce. Quel gouvernement que celui de Florence ! Jamais la dictature à un seul, mais à plusieurs ; ce qui éternisait les troubles. C'était la guerre permanente, et sur un terrain étroit. Temps effroyable, mais où l'on ne s'ennuyait pas comme maintenant. Il n'y avait pas de société alors, mais des individus.

Chose étonnante, toutes les croyances du moyen âge étaient sociales, et pourtant l'individu tenait une plus grande place qu'il n'en a eu. Il n'y a même plus de croyance qu'on puisse appeler générale. Et l'on parle de l'individualité ! Ce n'est donc pas, comme l'on croit certains penseurs, l'absence de croyances sociales qui engendre le mal de l'individualité, et la preuve en est dans l'histoire qu'a écrite Machiavel.

Je ne sais rien de plus misérable que cette Florence, toujours en désordres et tombant des Boudonnietti et des Donati aux cardes de laine !

Et plus loin :

Dégouté de cette Florence où les factions se combattent dans la même ornière, où les noms propres changent seuls. Etienne qu'un homme n'a pas rallié à lui tous les partis. Pourquoi cela ? Qui en empêchait ? A coup sûr, ce n'était pas l'amour des institutions de la patrie. On les méprisait tous les jours. Le gouvernement de Florence n'était plus le même, comme organisation, à chaque époque, quoique son déplorable mode d'action fût conservé. Etait-ce l'amour de la liberté ? Mais quelle liberté ? L'éducation ? On plût la vengeance à des âmes italiennes ? La surintendence du talion des exilés. Peut-être étaient-ce toutes ces choses combinées pour le malheur et l'ignominie d'un peuple. Mais je crois que c'était surtout le besoin de vengeance, et encore davantage l'absence d'hommes. Côme de Médicis, si puissant dans la ville, se laisse misérablement exiler, mais qu'est-ce que Côme de Médicis ? Un riche qui fait l'humaine, voilà tout.

On n'avait point de temps (14.) L'horreur que l'on a eue depuis pour le poison. C'était une arme comme une autre et pas de danger. Il faut voir avec quel sang-froid dégagé Machiavel dit que tel ou tel citoyen fut *averté*. Ce fait si commun dans son histoire ne donne lieu ni à une parole flétrissante, ni même à une simple réflexion.

Signalons, également dans la *Revue hebdomadaire*, la suite de l'affaire du marquis de Favras, si singulière et si attachante, par Paul Gaulot; le roman très hardi de Martin-Videau, *L'irremissible*, et la traduction de l'éloquent poème de Nekrassoff, la *Princesse Volkonskaïa*, par Edmond Haraucourt.

La *Revue encyclopédique* publie dans son dernier numéro un intéressant article de M. Gustave Redelsperger sur l'expansion française dans l'Oubanghi et le Bahr-el-Ghazal, et sur les compétitions dont le Haut-Nil est le théâtre. L'incident de Fachoda donne à cet article un caractère particulier d'actualité. Se bornant au simple exposé des faits, M. Redelsperger montre comment les Français se sont avancés du Congo jusqu'au Nil par l'Oubanghi et le Bahr-el-Ghazal; il indique en même temps quels ont été les progrès des Anglais dans le Haut-Nil.

Dans le même numéro, signalons encore une revue économique et financière de l'année 1898, très clairement présentée par M. François Bernard, et une étude de M. Félix Le Dantec sur la physiologie et la pathologie de la volonté, où l'auteur indique brièvement l'intérêt d'une question troublante qui touche à celle de la responsabilité criminelle. On peut retenir de cette savante étude que la volonté, comme tous les caractères individuels, est le produit partiel de l'hérédité, partiel de l'éducation et, pour les types moyens au moins, l'éducation peut corriger l'hérédité.

La *Revue encyclopédique*, comme on le voit par la grande variété des articles que nous signalons de temps à autre, justifie admirablement son titre; ses lecteurs n'ignorent rien de ce qui constitue l'activité humaine, le mouvement des idées et la marche des événements. Les illustrations de cette publication lui donnent, par surcroît, un attrait tout particulier.

La *Revue des Revues* publie une étude historique qui flattera l'amour-propre des femmes françaises. Elle résultera notamment de documents authentiques mais restés jusqu'ici inconnus, que nous avons eu, au dix-septième siècle, une femme-ingénieur du plus grand mérite. La noble dame, Marline de Berthe-

beau, baronne de Beausoleil, parcourut, de 1620 à 1640, l'Europe et l'Amérique, et découvrit des mines en Allemagne, en Bohême, en Silésie, et dans presque toutes les régions de la France.

On l'accusa de magie et de sorcellerie, mais elle n'était pas femme à se laisser arrêter par les tracasseries policières. Elle signala la présence de l'or dans le comté de Foix, des mines de charbon à Cremaux (Carmaux) et dans le Quercy, des mines de fer et de charbon dans le bassin du Gard. Elle prétendait, en outre, arriver à l'extinction du paupérisme par la suppression du vagabondage; elle voulait aussi qu'on envoyât les cadets de la noblesse pauvre aux colonies; elle réclamait la création d'un corps d'ingénieurs des mines, etc.

Chose curieuse : si certaines mines indiquées par la baronne de Beausoleil sont exploitées aujourd'hui, il y en a, parmi celles dont elle parle, qui sont encore inexploitées.

Le Liseur.

LA CHAMBRE

Jeu 9 mars.

LA GUERRE

Cette séance du matin, le jeudi de la mi-carême, avait mis les gens de mauvaise humeur, et elle s'en est ressentie. Plusieurs députés y étaient venus avec l'intention bien arrêtée de souligner, par les moyens réglementaires, l'absence de ceux qui, après avoir ordonné cette réunion matinale, commettraient l'imprudence de n'y point assister.

On se doutait bien un peu de la niche que les mécontents préparaient à leurs collègues et on s'en méfiait, car dès neuf heures cinq minutes les banquettes étaient plus garnies qu'elles ne le sont habituellement en pareille circonstance. Mais enfin il était visible que ce retardataire de *Quorum* manquait encore une fois à l'appel et, malgré les méritoires instances de M. Maurice Faure, qui présidait la séance à défaut de M. Paul Deschanel indisposé, elle était à peine ouverte que le tapage a commencé.

Avec cela qu'on en était resté au chapitre 13, mauvais chiffre, mauvais présage !

M. le président Maurice Faure. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1899 (Ministère de la guerre, chapitre 13).

M. le Hérissé. — La Chambre n'est pas en nombre.

M. le président. — Vous avez fait partie du bureau, monsieur le Hérissé, et vous savez que la Chambre est toujours en nombre pour délibérer.

M. le Hérissé. — Ceux qui, hier, ont demandé la séance de ce matin sont absents.

Nonobstant, on continue, ou du moins on essaye de continuer, et M. Saba — encore un nom de fâcheux augure — profite d'un moment d'accalmie pour retirer un amendement à la suite d'une petite assemblée d'eau bénite ministérielle.

Vient ensuite M. Paschal Grousset, qui se plaint d'une diminution de crédits correspondant à une diminution du nombre des élèves dans nos Ecoles militaires, Saint-Cyr et Polytechnique. Il exprime également le regret que l'inspection médicale se montre trop couplante dans l'examen physique des candidats à ces deux écoles : « Dans tel régiment que je pourrais nommer, six lieutenants ont pu suivre les dernières manœuvres; c'est un symptôme inquiétant ! »

M. de Freycinet lui répond que le nombre de nos officiers dépassant la limite réglementaire, il a dû, lui aussi, réduire un peu le nombre des candidats; mais, dès l'année prochaine, on reviendra au chiffre normal. Quant aux conditions d'aptitude physique, le ministre promet d'y veiller sérieusement.

Il s'agit maintenant de voter ce malencontreux chapitre 13. M. le Hérissé, qui est un Breton, proteste de nouveau :

M. le Hérissé. — La Chambre n'est pas en nombre. Ceux qui ont voté hier pour qu'il y ait séance ce matin ne sont pas là. (Interruptions.) J'insiste pour que le bureau constate que la Chambre n'est pas en nombre. (Interruptions. Bruit.)

M. le président. — Le bureau n'est pas en nombre. D'après le règlement, il y a lieu de procéder à un vote à la tribune sur le chapitre 13.

M. le comte de Lévis-Mirepoix. — Nous demandons l'avis de M. le président de la Commission du budget.

M. le président. — Nous demandons l'appel nominal. (Interruptions. Bruit.)

M. le président. — La Chambre seule a le droit de le décider. Le vote doit avoir lieu sans débat.

Presque toutes les mains se lèvent pour l'appel nominal, et voilà, décidément, une séance perdue. On commence par la lettre R, désignée par le sort, et tous les députés présents défilent à la tribune, leur bulletin dans une main, la petite boule dans l'autre. L'appel et le contre-appel durent plus d'une heure. Quelques noms provoquent d'innocentes plaisanteries, par exemple ceux de M. Deroulade et Marcel Habert. « Allez les chercher ! » crie un collègue facétieux.

Pendant le vote, un certain nombre de députés arrivent et peuvent ainsi, prévenir par des amis complaisants, prendre part au vote. Tant pis pour ceux qui n'ont ni le téléphone ni une voiture ! Les chances ne sont point égales pour tous. Quatre ou cinq représentants du peuple se présentent pour voter après la disparition de l'urne et déclarent qu'ils disparaissent dans les couloirs et n'ont pas été avertis du contre-appel.

Enfin, la cérémonie étant bien et dûment terminée, le président déclare que la Chambre n'est pas en nombre; mais alors les députés éclatent, les colères se déchaînent; chacun cherche, en conscience, à amortir l'effet de cette déconvenue parlementaire, enregistrée officiellement dans un procès-verbal de carence.

M. le comte d'Agout, député du Sénégal, attribue l'absence de *Quorum* à l'enlèvement que lui cause la multiplicité des amendements :

M. le comte d'Agout. — Notre défaut d'assiduité aux séances vient d'être constaté et on aura dans le pays l'impression que nous trahissons d'une façon défectueuse.

Il y a cependant une réserve à faire pour le cas où il s'agit de manœuvres réunissant plusieurs corps d'armée. J'ai inauguré ce système en 1891, on l'a continué depuis. Je le crois excellent et compte l'appliquer l'année prochaine.

En dehors de ces manœuvres, je suis d'avis d'accorder toutes les facilités désirables; mais je considère comme déplorable la suppression des périodes d'exercice. (Très bien ! très bien !)

Elles ne servent pas seulement à exercer les hommes au tir, elles leur font rentrer dans le rang, elles leur rendent l'esprit de corps. Elles ne peuvent donc être remplacées par des sociétés de tir, si perfectionnées qu'elles soient. (Applaudissements.)

La cause est entendue. M. Renou se retranche derrière le mandat impératif qu'il a reçu de ses électeurs et maintient son amendement. On vote, et 434 voix contre 92 décident que les 28 et les 13 jours constituent une nécessité patriotique de premier ordre. Mais ne vous y trompez pas : des mots inquiétants ont été prononcés, le feu chauffe !

Pas-Perdus.

LA CAVALCADE D'HIER

Les organisateurs avaient dit : « Nous partirons si le temps n'est qu'à moitié mauvais. » Il l'a été tout à fait, de onze heures à une heure, et ils sont partis tout de même. Les Parisiens, qui aiment ces défilés en couleur ou le gracieux à la mission d'alternance avec le comique, leur doivent donc des félicitations et des remerciements.

Par malheur, il était impossible que la pluie n'aménât quelques défections. Autour de chacun des chars, il devait y avoir un bataillon volontaire d'étudiants et d'étudiantes en costume. Comment pourrions-nous en vouloir à ceux qui n'ont point osé se montrer sur la rive droite, croisés jusqu'à la ceinture; surtout à celles qui, décollées, ont eu peur du froid et de la pluie.

Oh ! ce temps ! Il était triste, oideux, offrant parfois l'espérance d'une amélioration et empirant aussitôt. On a vu de pauvres figurants qui, pour n'avoir pas les pieds gelés, tapissaient le sol de journaux sur lesquels ils se plaçaient.

Il y avait naturellement plusieurs endroits de rendez-vous. Les Reines des marchés et leurs demoiselles d'honneur s'habillaient dans leurs quartiers respectifs; les étudiants et leurs compagnes rue des Ecoles, d'où un omnibus devait les mener devant Bullier.

Là, devant Bullier, sous la pluie en question, se défileraient les chars.

M. Tuillier, président du Comité des étudiants, s'était engagé à faire partir le cortège à onze heures précises, mais il avait à convaincre les hésitants, à faire courir après ceux qui étaient bien déterminés à abandonner la partie. Il a eu un mal atroce. C'est ce qui explique comment, au lieu d'arriver place de la Concorde à midi, heure convenue, il était deux heures quand on a vu arriver devant le Palais-Bourbon la tête du cortège latine.

Selon l'usage, ce sont les femmes qui ont été les plus braves. Les « célébrités » ont toutes répondu à l'appel. Pendant que les chars fantaisistes que nous avons décrits hier suivaient sous la pluie, parfois excessive, la rue de Rennes et le boulevard Saint-Germain, ceux des marchés, ayant pris des chemins divers, se rangent place de la Concorde, entre une véritable armée de gardes municipaux et de gardiens de la paix que nous ne devons pas manquer de plaindre aussi.

Tous étaient là, sous les ordres de M. Orsatti, commissaire divisionnaire, et de MM. Gunsberg et Murat, officiers de paix, depuis dix heures du matin. Il y avait donc quatre heures qu'ils faisaient les statues, dans la boue, quand le cortège complet s'est apprêté à entrer rue Royale.

A partir de une heure seulement, ils ont eu quelque distraction. Il leur a été donné de voir arriver les chars des marchés, de procéder à leur placement, de comparer la beauté des Reines.

Le premier char est celui des Gueux, dont la Reine, Mlle Désirée Leroy, est vraiment très gentille. Dans la nuit, ce char a eu des malheurs. Le vent en a arraché de nombreux morceaux. Il a fallu, dès le matin, réparer tant bien que mal le dommage.

Derrière les Gueux, qui, en leur qualité de dissidents, font bande à part, s'avance le vrai cortège des marchés. En tête, le char de la Reine des Reines, s'Empire, entièrement recouvert de peluche bleue à laquelle la pluie a donné les tons les plus variés. A droite et à gauche, des brûle-parfums qui auraient, si le temps l'eût permis, enflammé S. M. Mlle Charlotte Proisy, qui a déjà au bras le bracelet que lui a envoyé le Président de la République.

Aux pieds de celle-ci, ses quatre demoiselles d'honneur assises sur des nuages de velours saphir.

Assez réussis, les costumes, mais si vous aviez vu, à une heure et demie, la Reine des Reines protégeant sa couronne sous un vulgaire parapluie !

Le char qui a le plus intéressé le public des jours de fête, massé à l'entrée des Champs-Élysées, est celui du pilier des Halles entouré de figurants habillés en légumes et en poissons.

Derrière les Reines des marchés : Mlle Dubois, Louise Stock, Florence Sasse, etc., stationnent, en des landaus, les sociétés et les dignitaires des marchés.

L'un de ces landaus, tout fleuris, porte la Reine des Reines de l'an dernier, celle qui s'appelait alors Mlle Maria Bourdillon et qui est aujourd'hui mariée.

Elle a revêtu pour cette mi-carême, anniversaire de gloire, sa robe royale et doit être bien triste de ne pouvoir la montrer. Mais la pluie a contrainst les landaus de se reformer. Une princesse même ne peut ni voir ni être vue.

Alors un vélocipédiste étrange, vêtu de rouge, vient annoncer que les étudiants sont tout près du Palais-Bourbon. Un hussard de la mort, un des principaux commissaires du quartier Latin, le suit à cheval. D'un œil napoléonien, il énumère l'ensemble du cortège des marchés.

Il voudrait que celui-ci se massât un peu plus. Le propriétaire d'un travail le trouve trop impétueux. Une querelle surgit, querelle homérique dont les héros s'attrapent si spirituellement qu'ils ne tardent pas à rire eux-mêmes des injures échangées.

Tu dois donc de l'argent à ta blanchisseuse pour mépriser tant les lavoirs ? Tu l'as deviné, mais je vais avoir de la braise. C'est toi qui me la donneras pour te défendre dans les procès où ton honneur est en jeu. Je te demanderai cinq cents francs et, puisque tu n'es pas poli, je le ferai perdre ta cause.

M. Lucipia offre le bras à la Reine des Reines et la conduit dans la salle des Prévôts, où un buffet l'attend.

Plusieurs conseillers offrent le leur aux autres Reines, mais toutes les dames en arrivent à se prendre pour des Majestés. Elles voudraient ensemble entrer dans le palais municipal. On entend ce mot tomber d'une bouche officielle : « Encore une Reine, mais pas une de plus ! »

Pendant que les premières arrivées boivent à la Ville de Paris, on cause d'une cavalcade prochaine qui, dessinée par des artistes tels que MM. Detaille, Falguère, Cormon, Georges Cain, Frantz Jourdain, réunis par M. Jules Roques, et disposant de plus de fonds, pourra être autrement belle que celle d'hier qui, vu les circonstances, n'a pu trouver que peu d'argent.

Cette cavalcade aurait lieu le 7 mai. La date est bien choisie, mais nous ne demandons que M. Bouvard ouvre l'œil et, sans avoir la sévérité du sénateur Bérenger, veille à ce que les choses qui sont peut-être agréables à voir au Moulin-Rouge, ou à Bullier, ne soient point promues sur les grandes voies parisiennes.

Il est six heures quand les Reines remontent sur leurs chars respectifs. La dislocation du cortège va commencer. Laissons chacun revenir chez soi et s'amuser — alors — comme il l'a entendu.

Vu le retour d'un beau temps relatif, la physionomie de Paris a été fort animée et suffisamment joyeuse. Plus la soirée s'est avancée, plus la mi-carême a repris ses droits. Elle a été mouillée et enluminée, mais s'est vite remise. Comme on dit au village : « Elle est trop vieille pour mourir. »

Charles Chincholle.

L'OMNIBUS AUTOMOBILE

Le grand omnibus automobile, portant cette indication : « PARC BEAUSÉJOUR », que l'on a pu voir défilier hier à la suite du cortège des étudiants, n'a pas été sans intriguer les Parisiens.

Qu'est-ce que ce mystérieux Parc Beauséjour, dont on n'a pas encore parlé ? nous a-t-on demandé.

Ce nom vient d'être donné à une partie de la superbe forêt de Sainte-Geneviève, près Epinay-sur-Orge, à 30 minutes de Paris, et récemment lotie pour en faire un des plus charmants endroits de la banlieue.

On n'en parle pas encore, mais on en parlera demain, et beaucoup.

S'adresser à la Société de lotissement du Parc Beauséjour, boulevard Saint-Germain, 21.

Nouvelles Diverses

Les dispositions avaient été prises si intelligemment par la Préfecture de police, pour éviter autant que possible les bousculades — toujours à craindre lorsque la foule se porte en masse sur un point déterminé — qu'il n'y a eu, fort heureusement, que des accidents peu nombreux et peu sérieux sur le parcours de la cavalcade.

Notons, toutefois, celui qui est arrivé, sur le boulevard du Palais, presque en face de la Préfecture de police.

Pendant que la Reine des Reines et sa Cour l'unchaient, à cinq heures et demie, cher le Parc, une jeune écuillère tombait de cheval. Sa tête porta sur le trottoir, le sang coula, et on crut, tout d'abord, qu'elle était très grièvement blessée. On la transporta à l'Hôtel-Dieu, où l'interne de service lui donna des soins. Elle reprit bientôt connaissance et put rejoindre ses compagnons.

Le soir, sur les boulevards, il y a eu, comme dans l'après-midi, un très grand mouvement, et, à dix heures, on marchait sur une épaisse couche de confetti.

M. André, commissaire de police de la troisième brigade de recherches, de service sur le boulevard Montmartre, a dû procéder à l'arrestation de deux individus, Alphonse Delareux, employé de commerce, et Benoit Joyet, garçon marchand de vins, sans domicile fixe, qui causaient du scandale. Ils ont été mis à la disposition du Parquet.

AU PARQUET

M. le juge Faure, poursuivant son information sur les Lignes, avait convoqué hier, à son cabinet, le lieutenant-colonel Montier, président de la Ligue de la défense nationale.

M. Montier, qui accompagnait son secrétaire et le trésorier de la Ligue, également convoqués, a répondu qu'il s'ennuyait que la justice pût le mettre en cause, attendu que les membres de la Ligue dont il est le président ne s'étaient jamais réunis avec une majorité de vingt personnes. Le juge a pris acte de cette déclaration.

M. Fabre a ensuite entendu M. Mathias Morhardt, secrétaire de la Ligue des droits de l'homme.

M. Morhardt a refusé de répondre aux questions du juge ayant que MM. Trarieux et Ducloux aient été également appelés pour fournir des explications.

On nous signale un cas de fécondité assez rare.

Mme Devèze, demeurant rue de Lagny, 32, déjà mère de huit enfants dont l'aînée n'a pas encore quatorze ans, vient de mettre au monde trois petites filles. La situation de cette famille est d'autant plus digne d'intérêt que son chef, charretier au service de la Compagnie du gaz, n'a pour toutes ressources que son gain quotidien, cinq francs cinquante centimes.

La mère et les trois petites « jumelles » ont été envoyées à l'hôpital Saint-Antoine, où elles reçoivent des soins qui n'auraient pu leur être donnés efficacement à domicile.

Un drame s'est passé hier soir, à dix heures, dans le débit de vins, tenu, 46, rue des Vinaigriers, par le sieur Gendarme.

A la suite d'une violente discussion, un sieur Georges Girard, doreur, a frappé d'un coup de couteau, dans le dos, son antagoniste, Louis Franger, âgé de vingt-huit ans, mécanicien, 125, rue Montmartre.

L'état de Franger est très grave. Son meurtrier a été arrêté et écroué au Dépôt.

ENFANTS BRULÉS VIFS

Un grave accident est arrivé, hier soir, à sept heures, à Levallois-Perret.

Une femme Françoise Rolland, âgée de trente-quatre ans, domestique chez M. Corré, 54, rue de Villiers, nettoyait un vêtement avec de l'essence, lorsque, tout à coup, le dangerueux liquide s'enflamma.

Les deux enfants de M. Corré, les jeunes Georges, âgé de quatre ans, et Louis, trois ans, qui se trouvaient auprès de Françoise, furent profondément brûlés sur diverses parties du corps.

Aux cris poussés par Françoise Rolland, deux ouvriers de M. Corré, nommés Guyomarch, âgé de vingt-cinq ans, et Reuleux, trente-huit ans, purent étouffer à l'aide de couvertures les flammes qui dévoraient les vêtements des pauvres petits. Ils furent eux-mêmes très grièvement brûlés; mais, malgré

les douleurs provoquées par leurs blessures ils eurent encore le courage d'éteindre un commencement d'incendie, qui avait éclaté dans le logement.

Le petit Georges a été transporté à l'hôpital anglais, Louis à l'hôpital du Père-Lachaise. On désespère de sauver le jeune Georges.

AUDACIEUSE AGRESSION

M. Besson, âgé d'une cinquantaine d'années, nourrisseur à Courbevoie, sortait avant-hier soir, vers huit heures, d'une maison, route du Havre, où il venait de toucher une somme importante, lorsque, au moment où il s'apprêtait à remonter dans sa voiture, il fut assailli par deux individus qui l'attendaient, cachés dans l'ombre d'une porte cochère.

Frappé à la tête et au visage avec un coup-de-poing américain garni de pointes, M. Besson tomba, sanglant et sans connaissance, sur la chaussée. Les deux agresseurs s'emparèrent de la sacoche de leur victime et prirent la fuite.

Le malheureux, relevé quelques instants plus tard par des passants, fut transporté chez un pharmacien, et le médecin appelé à lui donner des soins constata qu'il portait plusieurs blessures graves au crâne. Le nez, les yeux, les lèvres, ne formaient plus, en outre, qu'une plaie.

Les recherches faites jusqu'à présent par la police pour découvrir les auteurs de cette criminelle agression n'ont donné aucun résultat.

LES DÉSESPÉRÉS

Un gardien de la paix du quatorzième arrondissement, nommé Gaston Beulher, âgé de quarante ans, et habitant 65, rue Daguerre, contracta, il y a six semaines, un engagement, un service, une broutille qui ne tarda pas à se changer en pneumonie.

L'agent se sentant perdu, ou plutôt incapable de reprendre son service, et ne voulant pas tomber à la charge de sa vaillante femme et de ses cinq enfants, prit son revolver et se logea une balle dans l'oreille gauche. La mort a été foudroyante.

Un comptable, M. Camille B..., demeurant place de la République, à Levallois-Perret, avait contracté la funeste passion des courses. Il perdit de grosses sommes et, ne voulant pas puiser dans la caisse de son patron, alla se suicider, hier, 12, rue de Lyon, en se tirant un coup de revolver dans la tête.

M. de Mauroy a procédé aux constatations.

Enfin, un charretier, nommé Eugène Fontanel, dégoûté de la vie, (c'est du moins ce qu'il affirme dans une lettre adressée au commissaire de son quartier), s'est suicidé, hier matin, en se tirant de la foudre de son logement situé 10, rue de Tiemoen.

Dans sa chute, Fontanel a atteint à l'épaule un passant nommé Jules Rayé, qui a été assez grièvement blessé.

ON DEMANDE DES FIGURANTS

Jamais on n'avait vu au commissariat de M. Cornette, rue de La Rochefoucauld, pareille affluence de minois chiffonnés, de toilettes aux couleurs si vives et si chatoyantes !

Depuis deux jours, çà et là en effet dans le bureau des inspecteurs d'abord, dans le cabinet du magistrat ensuite, un délire ininterrompu, du matin au soir, de jeunes et jolies filles venant se plaindre d'un « lapin » compliqué de vol que leur avait posé un soi-disant secrétaire de théâtre.

Pas banal, le truc employé par cet aigreur pour dérober chez les uns un ou plusieurs bijoux, chez les autres de l'argent; chez toutes, un objet de valeur.

Se présentant sous le nom d'un de nos confrères et se désignant comme secrétaire général d'un grand théâtre parisien, il prétendait être chargé par son directeur de recruter des figurantes pour une « féerie montée » qui devait être très prochainement montée.

— Il nous faut, ajoutait-il, de très jolies femmes, impeccables de forme. Le maillot ne souffre pas la médiocrité. Ma mission est très délicate, car je dois m'assurer par moi-même que nous n'éprouverons pas de désillusion, une fois l'engagement signé. Vous me comprenez, n'est-ce pas ?

Certes, elle comprenait la petite femme, et, nouvelle Phryné, elle ne faisait aucune difficulté de se soumettre à cette exigence qu'elle trouvait, d'ailleurs, toute naturelle. Elle possédait même la condescendance jusqu'à se compromettre, de face, le long du mur, son juge ayant particulièrement à s'assurer de la pureté des lignes du dos et des épaules. C'était ce moment que choisissait le filou pour escamoter, avec une habileté de prestidigitateur, les objets à sa portée.

— C'est parfait, ma toute belle, disait-il aussitôt, en prenant congé. Votre engagement est assuré; venez le signer demain, à trois heures.

Et le tour était joué. Nous ne lui conseillons pas, par exemple, de jamais tomber sous les griffes de ses victimes.

Jean de Paris.

Mémoire. — Le service de la statistique municipale a compté, pendant la 9^e semaine, 1,551 décès, chiffre voisin de la moyenne ordinaire des semaines de même date (1,557). Mais des épidémies ont dépassé le moyen des semaines précédentes, mais elles ne sont localisées dans aucun quartier.

On a célébré à Paris 382 mariages, et on a enregistré la naissance de 1,226 enfants vivants (613 garçons et 613 filles).

J. de P.

AVIS DIVERS

LES MEUNERIES-BOULANGERIES

L'intérêt que suscite de toutes parts la création des Meuneries-Boulangeries du système SCHWEITZER pour la production du Meilleur Pain au meilleur marché, se manifeste par de nombreuses demandes de nos lecteurs, qui désirent s'intéresser à cette entreprise.

Nous ne saurions mieux faire que de les adresser au Syndicat des Meuneries-Boulangeries, 1, rue Méhul, qui répond à toutes les demandes relatives à ces Sociétés et à leurs actions.

INFLUENZINE guérit l'influenza, 4 fr. BÉRAL, 14, rue de la Paix.

PETIT PAIN RICHELIEU 92. — Tél. 136.30.

Gazette des Tribunaux

COUR DE CASSATION : Le commandant Esterhazy contre M. Bertulus. — Requête en suspension légitime.

La Reine des Reines ne trouble point les magistrats de la Cour de cassation. Tandis que Mlle Proisy envoyait des sourires aux Parisiens amusés, les conseillers de la Chambre criminelle examinaient, en présence d'une vingtaine d'assistants, la requête en suspension légitime formulée par le commandant Esterhazy contre M. Bertulus.

Voici les faits : Le 6 et le 10 décembre 1898, M. Bertulus, juge d'instruction au Tribunal de 1^{re} instance de la Seine, comparut comme témoin devant la Chambre criminelle, au cours de l'instruction relative à l'affaire Dreyfus.

Il fut entendu au sujet des lettres et dépêches Blanche et Speranza, en même temps que par la plainte formée par M. Christian Esterhazy, contre son oncle.

En ce qui concerne la plainte, M. Bertulus fit la déposition suivante. C'est un document inédit. Nous le reproduisons in extenso :

D. — A quelles causes attribuez-vous les déclarations accusatrices de Christian Esterhazy contre son oncle, alors que celui-ci avait reçu de lui, d'après la lettre dont vous venez de nous donner connaissance, la promesse formelle qu'il lui serait tout dévoué ?

R. — A la perte de son argent. Christian Esterhazy, sous la pression de Walsin-Esterhazy, avait obtenu de sa mère un avancement d'hoirie de 35.000 francs.

Cette somme, il l'avait versée à son oncle à deux reprises, persuadé que son oncle, par ses relations avec Rothschild, lui ferait rapport de gros intérêts.

De novembre 1897 jusqu'à la fin du procès Zola, Christian, comprenant que Walsin n'avait pu s'occuper d'autre chose que de la défense de son honneur, et admettant que, dans ces circonstances terribles, son oncle ne put frayer avec les Rothschild, Christian, dis-je, s'était lui-même demandé aucun compte ; mais, la crise finie, Christian demanda qu'on commençât à s'occuper sérieusement de ses intérêts financiers.

Walsin lui répondit d'abord par des faux-fuyants. Christian se rendit à la maison Rothschild et, là, après qu'il eût existé au compte au nom de Walsin. Il demanda des explications à son oncle et, cyniquement, ce lui-ci répondit qu'il s'était lancé dans des opérations de Bourse malheureuses, que les 35.000 francs étaient perdus, qu'il n'avait jamais rien déposé à la banque Rothschild. Cet aveu dessilla les yeux de Christian. Il demanda si ce qu'il avait entendu dire contre Walsin n'était pas vrai.

Il pensa qu'il devait s'occuper d'essayer de rattraper, dans la mesure du possible, son argent. Il courut se confier à sa mère, à Beautrain (Gironde), qui le conduisit chez son notaire.

Les premières difficultés ont été engagées par le notaire.

En résumé, par le fait de Walsin-Esterhazy, Christian reste absolument sans un centime.

D. — Christian s'est-il jamais rétracté devant vous ?

R. — Jamais. Christian a hésité, le premier jour, à déposer ; mais, quand il y a eu l'arrêt en présence d'un magistrat suffisamment documenté, il a fini par parler, sans jamais, depuis, se rétracter une seule fois.

Je n'hésite pas à déclarer que son énergie, en les diverses confrontations que j'ai dû faire entre lui et Walsin, ne s'est jamais démentie.

D. — Dans sa première déposition, Christian vous aurait déclaré que, avant d'être venu déposer, il avait été, dans un mouvement de colère qu'il regrette aujourd'hui de tout son cœur, cédant à des conseils intéressés, rendu chez M. Labori et lui aurait dit tout ce qu'il savait, en lui déposant un paquet de correspondances.

Quelle portée faut-il ajouter à l'expression de ses regrets ?

R. — L'impression que j'ai eue est celle d'un témoin horriblement ennuyé de venir déposer et qui se dit : « Si je n'ai pas obéi à un premier mouvement de colère ou d'intérêt, il y a deux ou trois mois, je ne serais pas dans la situation que j'ai aujourd'hui. »

D. — Vous venez de nous donner votre appréciation sur la sincérité que vous pensez devoir attribuer au témoignage de Christian qui, après avoir hésité quelque temps à parler, se serait décidé à déposer ainsi qu'il l'a fait. Comment conciliez-vous l'appréciation que vous avez portée de ce témoignage avec ce que nous lisons (page 169 du dossier Esterhazy-Pays) dans une confrontation où il fait Pays à déclarer que Christian lui aurait dit : « Mon oncle est bien bête. A sa place, j'aurais fait une fortune avec cette affaire. Il ne voit pas qu'on l'emmène en bateau ! » Et Christian, interpellé à cet égard, aurait répondu : « Il ne peut pas se faire que j'aie tenu le propos que la demoiselle Pays vient de rapporter. »

R. — Ma confiance en Christian Esterhazy est née de ce fait que jamais ce jeune homme n'a hésité dans ses diverses dépositions, ni essayé de tacher de dissimuler quelque chose pouvant, au point de vue de la délicatesse et de l'honneur, être durement critiqué. C'est ainsi que, dès le début, Walsin lui reproche d'oublier

les services qu'il a rendus à son père. Christian aurait pu discuter : ces services sont déjà anciens et la preuve pouvait être difficile à apporter. Il n'hésite pas à les reconnaître. Quand il s'agit de lettres anonymes qu'il a écrites soit à Mme de Boulangy, soit à d'autres, il n'hésite pas davantage. Comprenez l'importance et la gravité de la déposition de Christian, je me suis efforcé de le prendre non seulement en flagrant délit de mensonge, mais encore d'inexactitude, et aussi de manque de concordance dans ces divers dires. Jamais je n'ai relevé à son encontre quoi que ce soit. Christian me répétait toujours que sa mauvaise fortune avait voulu qu'il vécût pendant quelques mois dans une atmosphère malsaine, qu'il s'était sali les mains, et qu'il voulait à tout prix se laver. Il est encore un incident que je dois rappeler et qui, à mon sens, démontre la valeur du témoignage de Christian. A peine l'avais-je cité gardant très secrète cette mesure d'instruction — que, par je ne sais quelle voie, Walsin était informé et lui écrivait, coup sur coup, trois lettres pour lui faire connaître qu'il venait d'apprendre que lui, Christian, était sur le point de le trahir. Ces trois lettres sont au dossier.

De cette déposition est née la requête.

Par l'organe de M^{re} Sauvel, le commandant Esterhazy prétend que le fait : 1^o d'avoir déposé comme témoin sur un différend dont il était saisi, comme juge d'instruction ; 2^o d'avoir adopté en son entier le système de Christian Esterhazy, sans dire un seul mot des explications que le commandant a fournies contre son neveu, c'est agi par conséquent de parti pris, » met M. Bertulus en cas de suspicion légitime.

Au nom de son client, M^{re} Sauvel conclut en ces termes :

Attendu, 1^o Que M. Bertulus a, comme témoin, déposé, devant la Chambre criminelle, sur le différend existant entre Christian Esterhazy et le requérant ;

2^o Que, au cours de cette déposition, il a de façon formelle manifesté son opinion, en affirmant, à trois reprises, sa confiance en Christian Esterhazy ; que, ce faisant, et signant sa déposition, il a donné conseil ou écrit sur le même différend ;

3^o Qu'enfin il y a eu de sa part envers le requérant injure verbale ou par écrit, puis, dans la même déposition, M. Bertulus a imputé audit requérant d'avoir commis l'égarement de Christian Esterhazy une véritable escroquerie ;

Qu'à ce triple point de vue, l'article 378, paragraphe 8 du Code de procédure civile, est incontestablement applicable ;

Que, dans ces circonstances, il y a lieu, par application de l'article 545 du Code d'instruction criminelle, sans qu'il y ait besoin d'arrêt de soit communiqué, de prononcer qu'il y a suspicion légitime contre M. Bertulus, en la cause actuellement pendante entre Christian Esterhazy et le requérant ;

Par ces motifs :

Renvoyer la connaissance de la plainte en escroquerie formée par Christian Esterhazy devant un juge d'instruction autre que M. Bertulus ;

Subsidiairement, et si la Cour de Cassation ne se trouve pas suffisamment éclairée :

Ordonner que la requête en suspension légitime, ainsi que les pièces à l'appui, c'est-à-dire les dépositions de M. Bertulus et les ordres engagés, tant sur les dépêches Blanche et Speranza que sur la plainte Christian Esterhazy, seront communiquées à M. le procureur de la République près le Tribunal de la Seine, pour être ultérieurement, sur son avis et après communication au conseil sursis, statué ainsi qu'il appartiendra (article 316 du Code de procédure civile).

Telles sont les pièces du procès.

M. le conseiller Accarias donne lecture de son rapport.

M. Esterhazy parle d'innocuité capitale. D'où proviendrait cette innocence ? Dans ses conclusions, M^{re} Sauvel prend texte de la déposition de M. Bertulus. Vainement nous en avons, dans ce document, cherché les preuves. S'il y a une innocence quelconque, ne viendrait-elle pas plutôt du requérant lui-même ?

Les autres griefs ne résistent pas à l'examen. M. Esterhazy prétend que M. Bertulus a déposé comme témoin. Ce magistrat a été appelé purement et simplement à donner un avis sur la sincérité de la déclaration de Christian, concernant une plainte en escroquerie qui n'était pas soumise au jugement de la Cour. Rien de plus !

Le rapporteur est favorable au rejet de la requête.

M^{re} Sauvel réplique.

Aux termes du paragraphe 8 de l'article 378 du Code de procédure civile, le juge peut être récusé « s'il a donné conseil, plaidé ou écrit sur le différend, s'il en a précédemment connu comme juge ou comme arbitre, s'il a déposé comme témoin ».

Or, M. Bertulus a donné avis sur le différend Esterhazy-Walsin Esterhazy, duquel il avait connu comme juge ; il a déposé comme témoin sur cette affaire. Il doit donc être récusé.

Au tour de l'avocat général :

Sans aucun doute, la qualité de témoin est exclusive de celle de juge ; mais à la condi-

tion que cette déposition soit faite dans une même affaire ou dans un procès qui est le prolongement de l'affaire dont le magistrat a connu.

Dans la circonstance, nous sommes en présence de deux affaires absolument distinctes. Où trouve-t-on matière à suspicion ? « Il y a eu part prise de la part de M. Bertulus », déclare M. Esterhazy. Je cherche en vain le motif d'un pareil grief. Qu'a dit M. Bertulus devant la Chambre criminelle ? Répondant aux questions qui lui étaient posées, il s'est borné simplement à donner l'opinion de Christian Esterhazy. Ce n'est pas à lui qu'il a porté plainte contre l'oncle impliqué, en quoi que ce soit, que M. Bertulus va rendre une ordonnance de telle ou telle sorte !

En terminant, M. l'avocat général signale les prescriptions de l'article 542 du Code d'instruction criminelle, aux termes duquel la Cour de cassation peut, sur simple réquisition du procureur général près cette Cour, renvoyer une affaire d'un juge d'instruction à un autre, pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

— Vous êtes, messieurs, dit-il, pleinement et entièrement les maîtres, et je conclus au rejet du pourvoi Esterhazy.

Après une délibération d'une demi-heure, le président annonce que le prononcé de l'arrêt est remis à aujourd'hui vendredi.

George Grippon.

Informations

A l'Elysée. — Le Président de la République a reçu hier matin M. Grimanelli, préfet de la Loire, et M. Benoît, ministre de France au Mexique.

Conseil de cabinet. — Les ministres se sont réunis hier matin, en Conseil de cabinet, au ministère de l'Intérieur, sous la présidence de M. Charles Dupuy.

M. Edouard Lockroy, ministre de la marine, a rendu compte de son voyage à Toulon, et il a indiqué l'étendue des dommages causés par l'explosion de Lagoubran.

Le Conseil a désigné le ministre du commerce pour présider, le 10 mars, à Reims, la distribution des médailles aux vieux ouvriers, distribution qui sera effectuée par les soins des syndicats du bâtiment.

Le Conseil a ensuite procédé à l'expédition des affaires courantes.

Armée. — Le ministre de la guerre vient de faire paraître au Journal officiel l'instruction relative à la formation de la classe 1899. Nous n'en retiendrons que le passage suivant : « Le conscrit sera affecté à une question qui nous est fréquemment posée :

Dans le cas de deux frères servant comme appelés, quand celui en faveur duquel s'ouvre le droit à la dispense a été ajourné deux fois et n'a pas suite qu'un an de service à accomplir, il doit néanmoins réclamer et obtenir la dispense. Cette dispense offre un intérêt très appréciable aux familles, celui d'un sursis d'incorporation institué par la loi du 6 novembre 1890, sur la loi qui réserve aux dispensés.

Marine. — Le capitaine de frégate Aubin est nommé au commandement de la classe 2^e classe le Jean-Bart, dans la division navale de l'Extrême-Orient.

Le lieutenant de vaisseau Durand est nommé au commandement du torpilleur de 2^e classe n^o 85, à la défense mobile de l'Algérie.

Sont promus dans le corps de santé de la marine :

Médecin principal, M. Gouzer, médecin de 1^{re} classe ;

Médecin de 1^{re} classe, M. Sisco ; médecin de 2^e classe.

Le mécanicien principal de 2^e classe Toquer est nommé mécanicien principal de 1^{re} classe.

Colonies. — Conformément aux instructions données par M. Guillaumin, ministre des colonies en vue du développement, dans nos possessions d'outre-mer, des services de vaccine préventive ou curative, destinés à combattre les maladies microbiennes, l'hôpital d'Anouï vient d'être pourvu d'un service de sérum thérapeutique et d'un service antirabique.

Cette dernière création répondait à une nécessité particulièrement pressante au Tonkin où de nombreux cas de rage ont été constatés. Les personnes mordues étaient dirigées, jusqu'à présent, sur l'Institut antirabique de Saigon ; il en résultait pour elles une perte de temps qui diminuait de beaucoup leurs chances de guérison.

La Boule de Neige. — Après-demain dimanche 12 mars, au Conservatoire national des arts et métiers, à une heure et demie, assemblée générale des présidents et délégués des 400 sections de la société philanthropique de retraites, la Boule de Neige.

Concerts. — Le concert de l'Ecole normale supérieure, annoncé pour le 11 mars, est reporté au samedi 18 mars, à cause du deuil national. Les billets à la date du 11 sont valables pour le 18.

L'Association amicale des anciens élèves du collège Chaptal donnera son concert annuel, au bénéfice de sa caisse de secours, demain samedi, à la salle des Agriculteurs, 8, rue d'Athènes.

Les anciens élèves ne faisant pas partie de l'Association, qui désiraient assister à la soirée, peuvent demander des billets à M. Ed. Plisson, 8, rue d'Athènes.

Bal. — La Société amicale des anciens élèves de l'Ecole spéciale d'architecture donnera un grand bal, le samedi 18 mars, dans les salons de l'hôtel des Ingénieurs civils, 19, rue Blanche.

Cette fête est placée sous le haut patronage de M. Georges Berger, député de la Seine, et de M. Emile Trélat, directeur de l'Ecole.

Figaro à la Bourse

Jeu 9 mars.

Pas énormément de monde ; mais il y en aurait eu moins encore si le temps n'avait été aussi incertain ; car le boursier n'est pas ennemi d'une douce gaieté, et les confetti ne lui font pas peur ! Il aime mieux ça, en tout cas, que les bruits de guerre ! Pas des tas d'affaires non plus, mais on est ferme néanmoins. S'en fait un peu, on l'est beaucoup et on l'est encore plus si l'on n'avait jugé inutile d'entourer de mesures préventives les opérations de la situation financière. Les Bourses restent sans changements, le 6 0/0 à 250, le 5 0/0 à 245. Un peu de faiblesse sur les 3 0/0 russes ; le 1891 perd 15 centimes à 94 25, et le 1896 5 centimes au même cours. Les rentes turques se tassent encore, le C à 37 90, le D à 37 75 ; la Banque ottomane perd 2 francs à 573. Les fonds brésiliens-chônes restent calmes, comme tout le reste, d'ailleurs.

Fermété absolue des établissements de crédit, mais avec aussi peu d'affaires que possible. Il en va de même pour les chemins de fer français et étrangers ; les seuls qui aient donné lieu à quelques transactions sont les chemins espagnols, et notamment les Nord-Espagne.

Le Suez perd 17 francs à 3,680 ; le Canal de Panama 15 francs à 4,275, et la Suez 12 francs à 4,790. Sur le Rio à 904 après 1,009, petite diminution de 4 francs. La De Beers reste à 708 un peu plus haut qu'hier. Toutes les autres valeurs industrielles restent fermes, mais sans variations dignes d'être notées. Siles affaiblissements des valeurs de charbon, les valeurs tombent sur le pied, elles ne vont feront pas de mal.

Le Boursier.

MINES D'OR

Avoir montré en quoi consiste le gisement aurifère du Witwatersrand, et exposé les garanties exceptionnelles de durée et de régularité qu'il offre, nous devons indiquer brièvement de quelle manière on l'exploite. Il est, en effet, nécessaire que le lecteur soit familiarisé avec certains détails et certains termes dont nous aurons à nous servir constamment dans la suite.

Extérieurement, les mines du Rand rappellent l'aspect des régions houillères du département du Nord ou du Pas-de-Calais, avec la grande différence, toutefois, d'un merveilleux climat d'une pureté d'air étonnante. Les couches aurifères sont exploitées exactement comme des couches de charbon, c'est-à-dire à l'aide de puits et de galeries souterraines. A l'orifice des puits (il y en a en général deux par compagnie) se dresse un échafaudage construit soit en fer, soit en solide charpente, et surmonté d'une roue à gorge ; dans cette gorge repose un câble actionné par un treuil à vapeur à la surface, et supportant à son extrémité un vaste seau en tôle qui sert à élever le minerai des profondeurs de la mine.

Ce minerai, après un triage et un concassage sommaire, est soumis à un triple traitement. Il est d'abord broyé dans des mortiers de fer par des pilons, également en fer, dont le poids atteint jusqu'à 500 kilos pour chacun. La poudre de minerai est entraînée par un courant d'eau sur des tables de cuivre frottées de mercure (tables d'amalgamation). Le mercure a pour propriété d'arrêter au passage les particules d'or à l'état libre, c'est-à-dire lorsqu'il n'est pas combiné avec d'autres métaux.

Au bout des tables, on recueille les résidus qui prennent le nom de tailings. Les parties lourdes des tailings sont dirigées dans d'immenses cuves où elles sont mises en contact avec une solution de cyanure de potassium : c'est la cyanuration. Les parties légères, appelées résidus ou boues, sont traitées à part, également par la chimie.

Henry Dupont.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

BANQUE DE FRANCE. — Bilan du 2 au 9 mars 1899. Principales variations : Diminutions : Encaisse-or, 2 millions 1/4 ; Portefeuille, 126 millions ; Avances sur titres, 2 millions ; Compte courant du Trésor, 25 millions 1/2. Comptes courants particuliers, 35 millions 1/2. Bénéfices bruts : 559,651 francs. — Dépenses : 74,345 francs.

GRANDES COMPAGNIES. — Recettes des grandes Compagnies pour la 8^e semaine de 1899, par comparaison avec celles de la période correspondante de 1898. — Augmentations : Ouest,

412,000 ; Lyon, 380,000 ; Est, 142,000 ; Orléans, 277,000 ; Nord, 126,000. — Diminution : Midi, 28,800 francs.

UN CAS DE PHTISIE

Bien instructive est la lettre suivante, pour prouver comment, à la suite de diverses maladies, un état de faiblesse ou d'anémie, peut dégénérer en une grave affection pulmonaire, si un traitement sauveur n'intervient à temps :

Toulon, le 12 juin 1898.

Messieurs, il y a environ seize mois je souffrais de terribles maux d'estomac ; par suite de l'engorgement des bronches, je ne pouvais respirer qu'avec beaucoup de difficulté ; je n'avais aucun appétit et mes forces diminuant de jour en jour, je tombai dans un profond état d'anémie qui dégénéra rapidement en phtisie pulmonaire. De nombreux remèdes amenèrent aucune amélioration dans mon état, et je ne savais plus que faire, lorsque j'eus le bonheur de lire une de vos publications relatant un cas de guérison remarquable obtenu par l'usage de l'Emulsion Scott.

J'essayai de suite votre préparation, et après quelques jours de traitement, l'appétit était déjà meilleur, je me sentais plus fort, mes maux d'estomac étaient moins fréquents et ma respiration plus facile.

Encouragé et ravi de ces résultats inespérés, je continuai très régulièrement l'emploi de votre Emulsion Scott, et j'ai le plaisir de vous informer que je suis aujourd'hui fort et bien portant, grâce à votre bienfaisante préparation. Je vous prie d'agréer, messieurs, l'expression de mes meilleurs sentiments. Signé : L. KRAMER, canonnier breveté, à bord de la *Dévastation*.

Niéra-t-on, après ce récit la supériorité de l'Emulsion Scott contre tous les états consomptifs ? Rappelons que cette préparation associe l'huile de foie de morue à la glycérine et aux hypophosphites de chaux et de soude. Très agréables au goût, elle se digère en outre sans effort, la glycérine facilitant l'absorption de l'huile, qui passe de suite dans le sang, tandis que les hypophosphites réveillent la vitalité de tout le système nerveux et, en particulier, des organes digestifs.

L'Emulsion Scott est trois fois plus efficace que l'huile de foie de morue ordinaire, et comme son goût la fait accepter de tous, on peut affirmer que l'Emulsion Scott est le remède par excellence de tous les cas de faiblesse et de misère physiologique, aussi bien chez les enfants que chez les adultes et les vieillards.

Echantillon d'essai sera envoyé franco contre 50 centimes de timbres adressés à : Delouche et Cie, 10, rue Gravel, Levallois-Perret (Seine).

COURRIER DES THÉÂTRES

Ce soir : Au théâtre Antoine, à 9 heures précises, répétition générale de la *Nouvelle Idole*, de M. de Cury, et de *Cette Suzanne n'en sache rien*, de M. Pierre Veber.

Au théâtre du Vaudeville, huitième spectacle d'abonnement, 3^e série des vendredis (cartes blanches) : le *Lys rouge*.

Au Gymnase, neuvième spectacle d'abonnement, 1^{re} série des vendredis (cartes orange) : Un Conseil judiciaire.

La représentation du *Bourgeois gentilhomme* à l'Opéra, organisée par MM. Bertrand, Gailhard et Jules Claretie au profit de l'Association des artistes dramatiques, aura lieu le samedi soir 18 mars, et non point, en matinée, comme un journal l'a annoncé par erreur.

A l'Odéon : M. Janvier s'étant trouvé indisposé, c'est M. Cécils qui a joué hier à sa place, au pied levé et avec succès, le rôle de Bévalan dans le *Roman d'un jeune homme pauvre*.

M. Georges Mitchell a lu aux artistes de l'Odéon un acte : *L'Amour quand même*, que l'on répète avec la distribution suivante :

Tante Liard, Mmes Grumbach ; tante Fil, Delon ; tante Bique, Fromant ; Lucile, Mylo d'Arcy ; Barbicru, MM. Cécils ; Robert, Launois.

Le théâtre Sarah-Bernhardt donnera après-demain dimanche, en matinée, à deux heures, la *Toxoa*, et le soir, la *Dalia*.

Le lever de rideau *Patron Béhic* est supprimé.

Dalia commencera tous les soirs à 8 h. 1/2.

Au Gymnase. Le succès de la charmante et si vraiment amusante comédie de Besson, *Un Conseil judiciaire*, croît tous les jours. Boisselot et Huguenet, l'incomparable duo Mmes Daynes-Grassot et l'exquise et fine comédienne Jeanne Thomassin, sans compter Lagrange, Gauthier, Maury, Peutat, Mlle Chevilly et Andral, composent un ensemble de premier ordre qu'on va applaudir chaque soir.

Four occurrences de la soirée de MM. Cécils et Chautaud vont mettre doucement en répétition la pièce de M. Sylvaue et A. de Farges, *Diplomate*, que nous avons annoncée.

La nouvelle pièce de M. Sylvaue sera jouée par MM. Huguenet, Boisselot, Numès, Peutat, Argus.

— Gaston !... Tu sais tout ?

— Tout.

— Et tu ne me renies pas pour ton frère ?

— Te renier !... Y penses-tu ? Moi qui, depuis mon enfance, ai été habitué à t'aimer, à te chérir comme tel... Te renier !... Mais, au contraire, plus que jamais je supplie mon père, notre père, veux-tu dire, de ne pas nous séparer.

— Il le faudra pourtant, dit Pierre, car je vais partir.

— J'irai avec toi.

— Mais ce n'est pas possible... je m'en vais soldat !

— Eh bien ! est-ce que je ne puis pas être soldat moi aussi ? J'ai dix-huit ans, j'ai l'âge. Nous nous engagerons dans le même régiment, frère !

— Mon Dieu, que vous êtes bon, même quand vous vous châteiez durement ! murmura Gilberte émue jusqu'au plus profond du cœur, de cette touchante amitié des deux frères.

— D'ailleurs, dit Gaston avec un sourire, ne serai-je pas, dans deux ans, obligé de faire, moi aussi, mon service ? J'aime mieux l'accomplir avec toi... Mère sera plus tranquille, puisque je serai sous la surveillance de mon Mentor accoutumé !

— Ah ! s'écria Pierre, dans le malheur qui me frappe, j'ai du moins cette consolation que tous ceux que j'aime m'ont conservé leur estime et leur affection, sauf... peut-être...

Il s'interrompit et baissa la tête.

— Sauf... une personne que tu aimes peut-être plus que nous tous ? interrogea Jean Martinel avec douceur.

— Non, pas plus... mais d'une autre façon... J'ai accompli envers elle mon devoir d'honnête homme... Mais que dois-elle penser ? Elle me hait, me méprise peut-être... soupire le malheureux en se laissant retomber sur une chaise, sa tête entre ses deux mains...

— Et moi ! dit la voix de Gaston qui s'avancé à son tour. Ne m'embrasses-tu pas, frère ?

— Obulir ! dit la voix de Gaston qui s'avancé à son tour. Ne m'embrasses-tu pas, frère ?

— Obulir ! dit la voix de Gaston qui s'avancé à son tour. Ne m'embrasses-tu pas, frère ?

— Obulir ! dit la voix de Gaston qui s'avancé à son tour. Ne m'embrasses-tu pas, frère ?

— Obulir ! dit la voix de Gaston qui s'avancé à son tour. Ne m'embrasses-tu pas, frère ?

— Obulir ! dit la voix de Gaston qui s'avancé à son tour. Ne m'embrasses-tu pas, frère ?

— Obulir ! dit la voix de Gaston qui s'avancé à son tour. Ne m'embrasses-tu pas, frère ?

— Obulir ! dit la voix de Gaston qui s'avancé à son tour. Ne m'embrasses-tu pas, frère ?

— Obulir ! dit la voix de Gaston qui s'avancé à son tour. Ne m'embrasses-tu pas, frère ?

Feuilleton du FIGARO du 10 Mars 1899

LE FILS DE MUSOTTE

VIII

— Suite —

Le lecteur doit avoir deviné ce qui était arrivé.

Pierre avait demandé à son père de faire une dernière démarche auprès de M. Cartigny, et certain d'avance que cette démarche serait favorablement accueillie il lui tardait d'en avoir le résultat.

Il était las de n'être auprès de Sylviane qu'un cavalier banal, comme tous les autres. Il était impatient de pouvoir la présenter comme sa fiancée, d'avoir sur la bien-aimée les droits, quelque illusoires

43, RUE BORGHESE,
Le mieux construit; le mieux tenu; se recommandant
Toute personne ayant du mobilier à mettre en garde en
GRANDE QUANTITÉ DE

NEUILLY-SUR-SEINE
par le bon entretien et les soins donnés aux objets confiés
priée de visiter nos salles de dépôt. **Prix à forfait**
MOBILIERS A VENDRE

PHARMACIES DE FAMILLE
Livre dans tout Paris par garçons

et voitures. — Catalogue illustré franco.

CAPITAUX PERSONNELLS en Nues-Proprie nominatifs (en con-
t^e Anato. — M. DAUPH

toutes garanties : Maisons, Successions,
s (sans avertisseur usufruitiers), Titres
rvent ses titres), etc. Avance immédiate.
32, Rue St-Lazare, Paris. — Téléphone 155-16.

Ayuntamiento de Madrid